

# CONVENTION DE SUBVENTION

Entre :

Le Département des Bouches-du-Rhône représenté par la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, agissant aux présentes en vertu d'une délibération n°.....de la Commission Permanente du .....2017 ;

Ci après désigné « le Département »,

Et

**Le syndicat mixte le GIPREB,**

Adresse : 13 cours Mirabeau 13130 Berre l'Etang

Représentée par : Monsieur le Président ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu de la délibération du 19 septembre 2014 du comité syndical ;

Ci-après désignée « la Structure » ;

*Vu le Code général des collectivités territoriales ;*

*Vu la délibération n°4 de la commission permanente du 10 avril 2014 approuvant la caducité des subventions d'investissement ;*

*Vu les demandes de subvention enregistrées le 8 septembre 2017 et le 25 octobre 2017 en vue de la réalisation des actions décrites à l'article 1 de la présente convention ;*

## **PREAMBULE :**

*Considérant que les actions conçues et initiées par la structure conformément à son objet social revêtent un intérêt départemental ;*

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : Objet de la convention**

Par délibération susvisée de la commission permanente, le Département a octroyé une subvention à la structure pour la réalisation des actions

- « renouvellement de la certification des eaux de baignade »
- « reconstruction du site internet sous un nouveau système d'exploitation informatique »  
action D2-04

dont les descriptifs et les modalités ont été précisés par la structure dans le dossier de demande de subvention.

Par la présente convention, la structure s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre lesdites actions.

Ces subventions étant accordées spécifiquement pour ces actions, la présente convention a pour objet d'en préciser les conditions d'utilisation, les modalités de versement ainsi que, le cas échéant, de remboursement.

### **ARTICLE 2 : Montant de la subvention et modalités de versement**

Le montant de la subvention est de :

- ◇ 1 539,00 euros TTC, représentant 45 % du montant total de l'action « renouvellement de la certification des eaux de baignade » ;
- ◇ 5 400,00 € TTC représentant 15 % du montant total de l'action « reconstruction du site internet sous un nouveau système d'exploitation informatique »

#### *Concernant le versement d'une subvention d'investissement*

- Le versement ne peut être effectué qu'au vu d'un justificatif établi par le responsable de l'organisme, attestant l'exécution des travaux ou la réalité des acquisitions, accompagné des mandatements correspondants, visés par le trésorier ;
- Ce versement sera effectué au prorata des dépenses mandatées par la structure et visées par le trésorier.

### **ARTICLE 3 : Obligations et engagements de la structure**

#### **La structure est tenue de :**

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'aboutissement du projet tel qu'il est défini à l'article 1 de la présente convention et à réaliser l'ensemble des actions prévues ;
- Faire apparaître le soutien du Département des Bouches-du-Rhône au projet, quels que soient les moyens de communication utilisés pour en informer le public et les professionnels, et d'apposer le logo du Conseil Départemental sur tout support graphique et équipement ;
- Ne pas reverser tout ou partie de la subvention à des associations, sociétés, collectivités privées ou œuvres.

### **ARTICLE 4 : Justificatifs et contrôle de l'utilisation de la subvention**

#### **4-1 : Justificatifs**

##### **La structure doit fournir au Département :**

- une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé, du bilan financier du dernier exercice connu ou tout autre document faisant connaître les résultats de son activité.
- En cas de modification dans ses statuts ou dans ses organes, la structure, en informe sans délai le Département. En outre, la structure doit fournir au Département la copie des pièces relatives à tout changement de domiciliation bancaire.

#### **4-2 Contrôle :**

La structure s'engage à faciliter le contrôle de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents comptables et administratifs et l'accès aux actions soutenues par le Conseil Départemental et organisées par la structure, à toute personne accréditée par le Conseil Départemental à cet effet.

### **ARTICLE 5 : Sanctions**

En cas de non-respect des obligations définies aux articles 1, 3 et 4 de la présente convention, la structure sera mise en demeure par une lettre recommandée avec accusé de réception de s'y conformer sans délai.

L'absence de réponse à cette lettre dans un délai d'un mois sera un motif pour résilier la présente convention.

Dans ce cas, le Département pourra exiger le reversement de la subvention.

De même, au cas où la structure n'aurait pas employé la subvention ou partie de celle-ci, en vue de l'objet prévu et dans les délais impartis pour son utilisation, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée.

Enfin, la convention sera résiliée de plein droit dans le cas où la structure fait l'objet d'une cessation d'activité, d'une liquidation judiciaire ou d'une dissolution.

#### **ARTICLE 6 : Modification de la convention**

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant conclu entre les parties, préalablement approuvé en Commission Permanente du Conseil Départemental.

#### **ARTICLE 7 : Durée de la convention**

Le délai imparti à la structure pour réaliser les opérations subventionnées est fixé à 3 ans à compter de la date de la délibération du Conseil Départemental ou de la Commission Permanente octroyant l'aide départementale.

En cas de retard dûment motivé dans l'exécution des obligations de la structure, la présente convention pourra être renouvelée, à la diligence du Département, pour un exercice budgétaire supplémentaire.

#### **ARTICLE 8 : Responsabilités**

Les activités de la structure sont placées sous sa responsabilité pleine et entière. Celle-ci doit souscrire tout contrat d'assurance lié à l'activité. La responsabilité du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ne pourra pas être recherchée.

#### **ARTICLE 9 : Litiges et contentieux**

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

Date :

Signatures :

Pour le Syndicat mixte

Pour le Département

(avec tampon de la structure)

La Présidente du Conseil Départemental